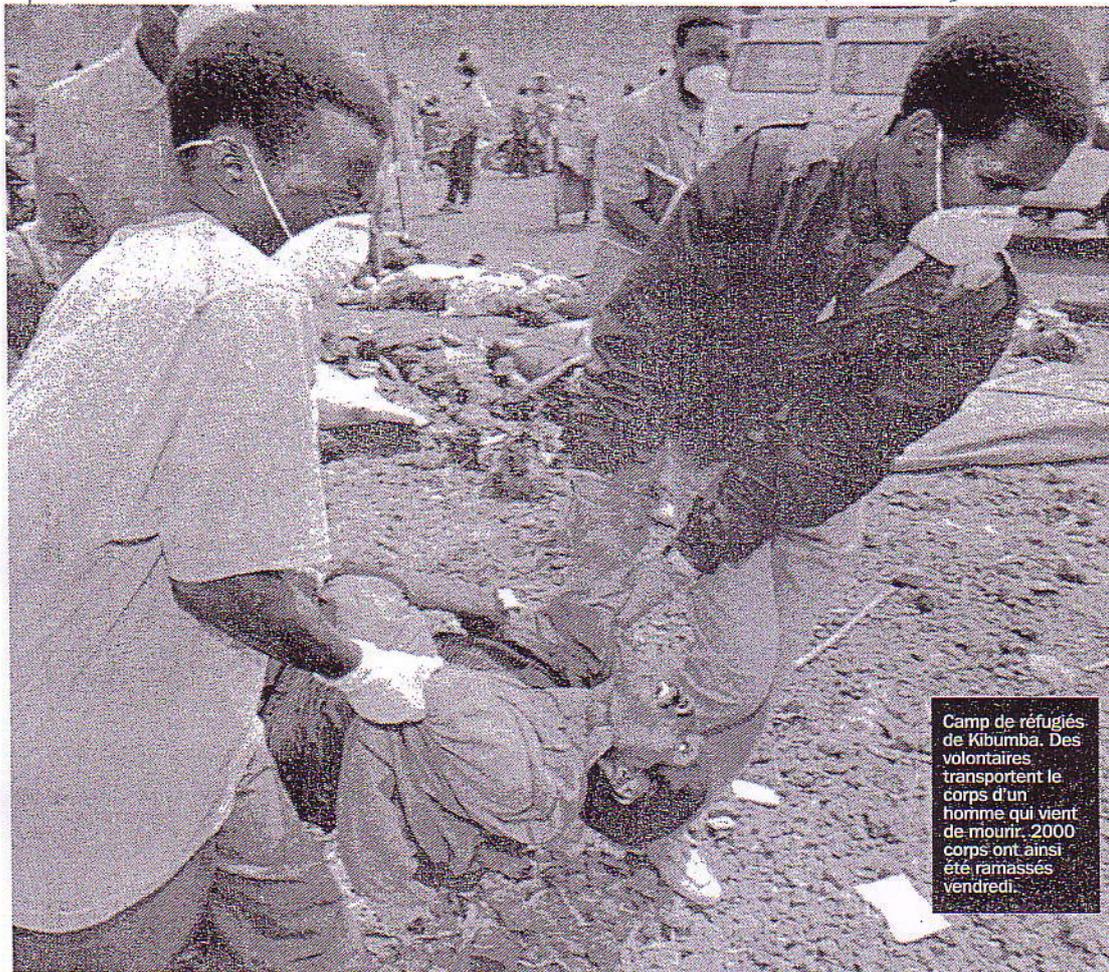


DE 200 000 PERSONNES DANS LA REGION DE GOMA

L'HUMANITAIRE CRIE A L'AIDE



Camp de réfugiés de Kibumba. Des volontaires transportent le corps d'un homme qui vient de mourir. 2000 corps ont ainsi été ramassés, vendus.

Le HCR demande à la France de rester

Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, affirme qu'un départ de l'armée française, avant l'arrivée d'un autre contingent, provoquerait « un nouveau désastre ».

Le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a lancé hier un appel à l'aide au monde entier pour faire face à l'urgence de la crise humanitaire sans précédent, en marche aux frontières du Rwanda. Sadako Ogata, qui dirige le HCR, s'en est entretenue hier après-midi, pendant une demi-heure, avec le Premier ministre Edouard Balladur, en présence du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

LIBERATION. Quelle a été la teneur de votre entretien avec Edouard Balladur ?

SADAKO OGATA. Monsieur le Pre-

mier ministre nous a demandé de renforcer et d'étendre notre présence le plus vite possible. En retour, je lui ai dit combien il était important, pour appuyer l'action humanitaire, de stabiliser la situation dans le pays. Je lui ai également fait part de mon souhait que l'armée française reste sur place le temps nécessaire à la mise en place d'une relève, quelle qu'elle soit. Et peu importe la date. S'il devait y avoir un « vide » entre le départ de la France et l'arrivée d'un autre contingent, alors, il y aurait un nouveau désastre.

LIBERATION. Comment appréciez-vous l'action militaire de la France ?

S.O. Elle a permis de sauver des vies

humaines, c'est la seule chose qui compte à mes yeux.

LIBERATION. Selon vos informations, quelle est la situation sur place ?

S.O. Les réfugiés qui étaient à Goma se dirigent vers les quatre camps principaux que nous avons mis en place. Nous avons pu procéder à une distribution de nourriture dans l'un des camps. Deux autres devraient être approvisionnés aujourd'hui, grâce aux arrivages de ces derniers jours. Jeudi, 16 avions ont pu se poser à Goma, hier, il en est arrivé 19. Mais l'aéroport est saturé, car il n'y a pas sur place de moyens de déchargement. Tout doit se faire à la main,

cela prend énormément de temps.

LIBERATION. Vous avez lancé un appel à l'aide internationale. Quel écho en avez-vous ?

S.O. Les premières réponses arrivent. Il nous faut tout de suite 300 millions de dollars d'aide, pour tenir trois mois avec plus de 2 millions de réfugiés rwandais. Car il n'y a pas que ceux de Goma, qui sont 1 million. Nous devons aussi nous occuper de 500 000 personnes dans le sud du lac Kivu, de 250 000 autres passées en Tanzanie, d'environ 200 000 au Burundi. Pour être plus efficaces, nous avons proposé aux nations des packages d'actions à entre-

prendre. La France s'est déjà engagée à prendre en charge l'aéroport de Goma, pour le renforcer, améliorer sa sécurité et sa capacité. Les États-Unis vont s'occuper de la fourniture de l'eau et d'établir la tête du pont aérien d'Entebbe (Ouganda, Ndrl), réservée aux avions gros porteurs qui ne peuvent pas atterrir à Goma. Les Allemands ont pris l'assainissement.

LIBERATION. Où se situe l'urgence principale ?

S.O. Partout. Tout est urgent. L'eau, les médicaments, la nourriture, les latrines pour stopper l'extension du choléra. Et l'organisation pour gérer tout cela. Car sans la logistique, l'aide ne sert à rien. La semaine dernière, nous avions prépositionné sur le terrain de la nourriture et du matériel pour 500 000 personnes. Mais il a été quasiment impossible de l'acheminer. La situation s'arrange, les moyens arrivent, l'organisation se met en place. Mais on ne pourra pas sauver tout le monde. Des gens vont mourir. Nous travaillons pour qu'il y en ait le moins possible.

LIBERATION. Des voix se sont élevées pour critiquer l'action jugée trop tardive des organisations humanitaires. Que leur répondez-vous ?

S.O. C'est facile de critiquer. Mais en la circonstance, je ne trouve pas cela très correct. Car personne ne pouvait même imaginer l'ampleur de ce qui allait se passer. Au lendemain de l'attentat contre le président du Rwanda, nous avons immédiatement envisagé des fuites de population. Et nous avons mis en place une équipe d'urgence à Goma. Elle n'a vu arriver personne. Le Zaïre avait fermé sa frontière. En revanche, les gens sont partis vers la Tanzanie, et nous avons donc redéployé nos moyens là-bas. Que fallait-il faire ? Laisser des centaines de volontaires prêts à agir, alors qu'il ne se passait rien ? Et quand les Rwandais se sont mis en marche vers Goma, c'était trop tard. En trois jours, 1 million de personnes qui envahissent une petite ville, personne ne sait gérer cela.

LIBERATION. C'est la première fois que le HCR doit faire face à un tel exode ?

S.O. Il n'y a pas, effectivement, de précédent dans notre histoire. J'ai dû faire face à la fuite de 1,5 million de Kurdes d'Irak vers l'Iran et la Turquie, en 1991. Mais le flot de ces réfugiés s'était réparti dans de vastes territoires. Nous sommes également intervenus il y a deux mois, lors de la fuite de 250 000 Rwandais vers la Tanzanie. Mais jamais nous n'avions vu autant de gens fuyant en aussi peu de temps pour se concentrer dans un endroit aussi petit. C'est le cumul des pires conditions.

LIBERATION. Quelle solution voyez-vous à la situation de ces réfugiés ?

S.O. Il n'y en a qu'une seule, et elle est politique. Il faut absolument créer les conditions favorables au retour des populations déplacées chez elles. Cela passe par un cessez-le-feu bien établi et par les assurances nécessaires du nouveau gouvernement rwandais. Faute de quoi, ce sera l'impasse totale.

Recueilli par Guy BENHAMOU